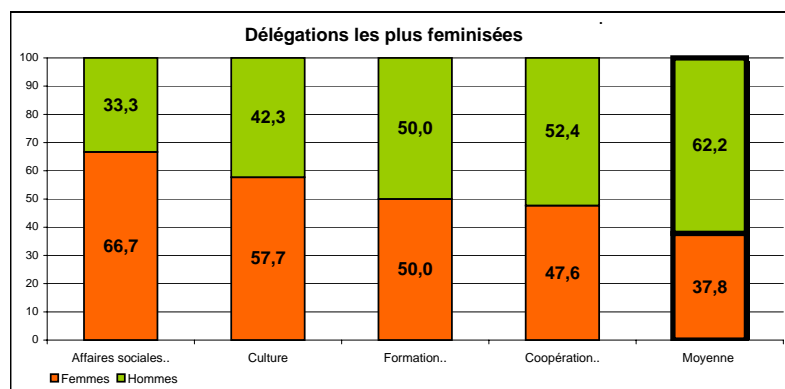


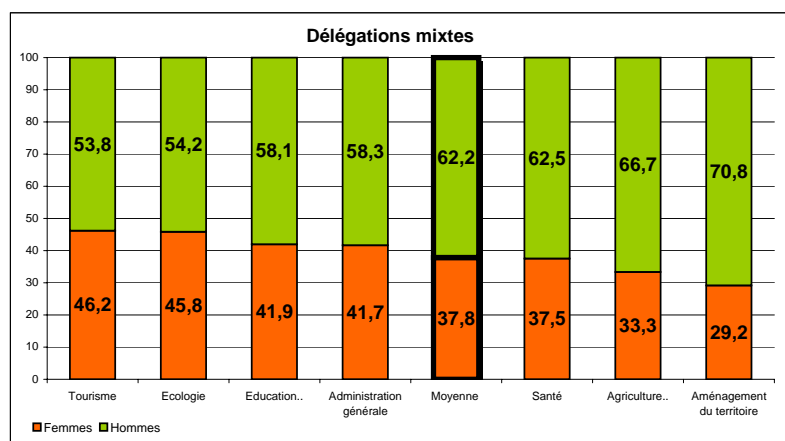
## Délégations au sein des conseils régionaux, selon le sexe, en 2004

Délégations des Vices-présidences	Femmes	Hommes	Total	% de femmes	% d'hommes	
Affaires sociales/Logement/Solidarités	18	9	27	66,7	33,3	<b>Délégations les plus féminisées</b>
Culture	15	11	26	57,7	42,3	
Formation/Emploi	18	18	36	50,0	50,0	
Coopération/Relation européenne et internationale	10	11	21	47,6	52,4	
Tourisme	6	7	13	46,2	53,8	<b>Délégations mixtes</b>
Ecologie/Environnement/Developpement durable	11	13	24	45,8	54,2	
Education/Enseignement	13	18	31	41,9	58,1	
Administration générale	5	7	12	41,7	58,3	
Santé	3	5	8	37,5	62,5	
Agriculture/Pêche/Forêt	9	18	27	33,3	66,7	
Aménagement du territoire	7	17	24	29,2	70,8	<b>Délégations les moins féminisées</b>
Sport/Loisirs/Jeunesse	7	19	26	26,9	73,1	
Budget/Finances	6	19	25	24,0	76,0	
Développement économique	8	26	34	23,5	76,5	
Recherche/Enseignement supérieur	2	9	11	18,2	81,8	
Transports/Infrastructures/Communication	2	23	25	8,0	92,0	

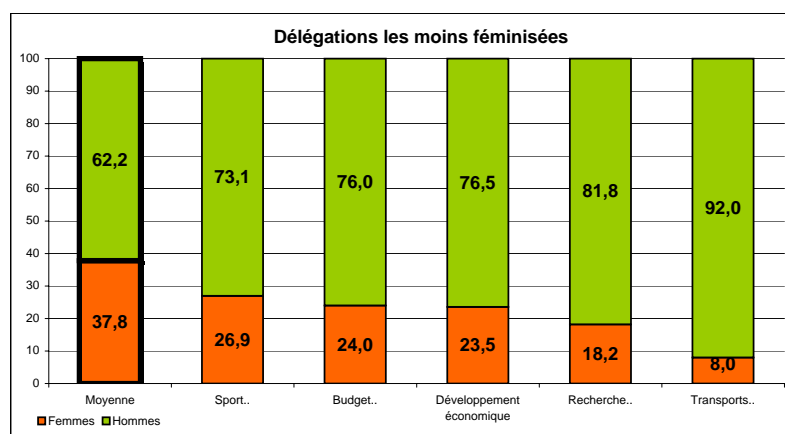
Suite à l'application de la loi sur la parité, **47,6% de femmes** siègent au sein des conseils régionaux depuis 2004. 118 Vices-présidentes ont été désignées, soit **37,9 % des membres des executifs**. Afin de recenser quels types de délégations leur ont été confiées, nous avons regroupé celles-ci en 16 thèmes principaux (370 délégations au total, pour 338 vice-présidences).



Les délégations dites traditionnellement féminines, faisant appel au registre du domestique et du "care", comme les Affaires sociales, le Logement, la Solidarité ou la Culture, restent confiées majoritairement aux femmes.



Il est parallèlement intéressant de constater qu'un certain nombre de dossiers, réservés par le passé aux hommes, comme l'Agriculture ou l'Aménagement du territoire, sont désormais confiés autant à des femmes qu'à leurs collègues: 37,5% sont par exemple en charge des dossiers liés à la Santé.



En revanche, certaines délégations restent des bastions masculins: 8 % de femmes seulement pour 92 % d'hommes traitent des questions des Transports, des Infrastructures, de la Recherche ou du Développement économique.